

Front uni contre la vie chère



**Tarifs du Gaz, de l'Électricité,
de l'Essence et du Fioul :**

Arrêtons le Massacre !

Les fins de mois deviennent de plus en plus difficiles pour la grande majorité de foyers. Désormais les familles les plus pauvres consacrent plus de 15 % de leurs revenus aux dépenses en énergie. 3,4 millions de foyers sont en situation de « précarité énergétique ».

Le prix du Gaz a augmenté de +5,2 % en avril 2011, tandis que le prix de l'Électricité a crû de 6,4 % en un an et devrait encore progresser de 2,9% cet été (soit une augmentation de 17% depuis 2005).

Le prix des carburants a augmenté de 17,3 % en 1 an !

Le surcoût annuel est de 900 euros pour une famille se chauffant au gaz ou au fioul et se déplaçant chaque jour en voiture.

C'est inacceptable !

Cette situation est le résultat de la privatisation de GDF et d'EDF avec notamment la loi de « Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité » (NOME) votée par la droite au Parlement et les profits énormes des compagnies pétrolières.

Le Parti Communiste Français propose de revenir sur les dispositions gouvernementales et européennes de ces dernières années car elles sont injustes, malhonnêtes et dangereuses.

Nous proposons d'abroger la loi NOME, les dispositions européennes de « libéralisation » des prix, de privatisation des entreprises et d'ouverture à la « concurrence » de toutes les énergies, y compris le nucléaire.

La Nation doit reconquérir publiquement le secteur de l'énergie afin de permettre, à un prix abordable pour chacun, un réel droit à l'énergie ainsi qu'une action déterminée en faveur de la protection de l'environnement.

Il s'agit également de répondre aux besoins industriels et de la recherche.

Sortir le secteur de l'énergie du marché et des mains des spéculateurs guidés par la seule soif du profit, des dividendes et du racket des marges ; c'est finalement assurer véritablement, par la maîtrise 100% publique, l'efficacité et la sécurité pour tous !

Mettre fin à la main mise des multinationales sur les ressources énergétiques de la planète et leur vente : C'est la justice, le respect des peuples et la coopération.

les enjeux énergétiques ne peuvent être confiés au « marché libre »

D'une façon générale, nous considérons que les enjeux énergétiques, du changement climatique, de la protection de l'air et des océans, des rivières et des sols, de la santé des salariés et des consommateurs, ne peuvent être confiés au « marché libre ».

Les communistes demandent aussi d'augmenter le budget de la recherche, des sciences et techniques, dans tous les domaines liés à l'énergie pour préparer l'avenir : énergies renouvelables, efficacité énergétique, nucléaire, gaz, hydrocarbures, charbon propre...

Le débat public est engagé nous y prendrons toute notre place !



N. Sarkozy au service du Capital et des actionnaires

N. Sarkozy a transformé EDF-GDF en deux sociétés anonymes (SA) et ouvert leur capital. Puis, bien qu'ayant juré le contraire, il a privatisé GDF à hauteur de 65 % du capital et autorisé la fusion avec Suez.

L'ouverture à la concurrence et le passage en S.A. devaient favoriser la baisse des prix et les investissements. Arguments fallacieux, ni l'un, ni l'autre ne se sont vérifiés, bien au contraire.

Aujourd'hui, les politiques tarifaires visent à combler « le retard » avec les sociétés privées européennes, non pour accroître les investissements, ni pour mieux rémunérer les salariés, mais pour offrir des dividendes toujours plus élevés aux actionnaires.

Dans leur programme partagé le PCF avec le Front de gauche, propose des choix alternatifs à la libéralisation de l'énergie.

Dans les luttes sans attendre et demain lors des présidentielles, rassemblons nous pour battre la droite et l'extrême droite, et changer vraiment la vie quotidienne, par des mesures de gauche, indispensables pour sortir le pays de la crise.

Des faits et des chiffres :

les profits astronomiques des groupes du secteur de l'énergie

Les entreprises du secteur de l'énergie versent des dividendes aux actionnaires et n'investissent pas, ou pas assez, en France.

8,6 milliards d'euros, c'est le résultat net de **Total** en 2009, 10,57 milliards d'euros en 2010 (pas d'impôt acquitté en France).

9,3 milliards d'euros, c'est le résultat net de **EDF** en 2009, 6,24 milliards d'euros en 2010.

+15% d'augmentation des dividendes de **GDF SUEZ** : +15 % en 2008, + 11 % en 2009 et + 5 % en 2010.

3,9 milliards d'euros ont été distribués aux actionnaires de **GDF SUEZ** en 2010. Soit 70 % des résultats de l'entreprise.

Tarifification sociale :

Moins d'un million de foyers bénéficie du tarif social Électricité, la majorité des personnes concernées l'ignorant ou n'effectuant pas les démarches complexes de son obtention.

Ce dispositif est assuré par un prélèvement sur les factures appelé

Contribution Service Public Électricité [CSPE] (environ 10% de la facture). Mais l'essentiel de la CSPE est utilisé à l'achat par EDF, à prix fort, de l'électricité des producteurs privés : micro-centrales, cogénérations, éoliens, photovoltaïques...

Les parlementaires communistes et du Front de Gauche travaillent une proposition de loi pour rendre effectif un réel droit à l'énergie pour toutes et tous.

Des informations, des clés pour comprendre, **débattre et agir**

Les carburants :

Par le jeu de la spéculation et des taxes, « le marché » du pétrole favorise exclusivement les firmes mondiales et les Etats. Il ne rémunère pas suffisamment les pays producteurs qui n'utilisent pas toujours cette manne financière pour leur peuple.

Il faut remettre les priorités à leur place, c'est urgent et vital. Le marché, le libéralisme, sont incapables d'économiser une ressource naturelle épuisable et de lutter contre le réchauffement climatique.

Dans l'immédiat, l'État doit protéger les consommateurs des violents à-coups du marché en modulant les taxes et limiter les profits des multinationales.

Le Gaz :

La transparence des coûts est indispensable car la stricte indexation sur le cours du pétrole ne reflète pas la réalité des prix d'achat du gaz qui a bien d'autres critères. Ainsi en 2010, le tarif du Gaz aurait dû baisser de 8% !

L'Électricité :

La Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité dite loi NOME impose de vendre à perte 25% de la production issue des centrales nucléaires (financées à 100% par l'ensemble des abonnés EDF) aux fournisseurs privés concurrents. Cette loi inique vise à « gaver » les actionnaires de ces sociétés et amène la direction d'EDF à demander + 37% de hausse de l'électricité d'ici 2015 pour compenser la perte liée à la loi NOME.

Le nucléaire civil :

Toutes les leçons doivent être tirées de l'accident de Fukushima. Les communistes veulent un débat ouvert sur cette question. L'audit de l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) doit porter sur les installations, leur sûreté au regard des risques naturels, mais aussi sur la réalité de la gestion, sur la sous-traitance et sur les investissements nécessaires.

Ceci doit valoir pour les audits des installations nucléaires de tous les pays, comme pour les contrôles de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique).

Considérer la sûreté et la sécurité comme des priorités absolues, conduit à faire le procès de la gestion capitaliste du nucléaire. Au Japon sont en cause : la gestion des compagnies privées comme TEPCO, récidivistes de la dissimulation de fautes et la complicité avec les autorités de contrôle, révélées par les parlementaires communistes japonais, la localisation de réacteurs dans des zones de risques sismiques et de submersion marine, et l'absence d'améliorations nécessaires des réacteurs...

L'évolution sur longue durée, par palier en fonction des progrès des sciences, doit conduire à une plus grande sécurité, un fonctionnement amélioré, moins de combustible et de déchets.

Les projets nucléaires s'étalent sur des décennies. Aucun capitaliste ne veut s'y impliquer avec une responsabilité de long terme ! Ces projets ambitieux ne peuvent être portés que par une entreprise publique nationalisée, démocratisée, pérenne et sous contrôle permanent des usagers, des élus et des salariés.

S'engager au sein du PCF,

c'est donner au Front de Gauche la chance de réussir.

C'est se nourrir de la richesse de nos apports respectifs, de nos débats et de nos espoirs.

C'est se donner la force collective de concrétiser nos rêves émancipateurs.

Ne laissez pas la politique entre les mains de la droite et du MEDEF, ne les laissez pas décider à votre place, indignez-vous, engagez-vous, rejoignez le parti communiste et travaillons ensemble à faire renaître l'espoir.

Je décide d'adhérer au PCF

Je soutiens financièrement le PCF, je verse : _____ €

Prénom, nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code Postal _____

Date de Naissance _____ Tél. _____

Email : _____ @ _____



Droit à l'énergie :

Les communistes soumettent 7 propositions

● Reconstruire un Pôle public de l'Énergie

Nationalisé, démocratisé avec la participation des salariés, des citoyens, des élus et des consommateurs. Organisé autour d'EDF, GDF Suez, Total, AREVA et CEA... Les compétences et le savoir-faire des équipes sont élevés : elles seront au service de tous et non dans les mains des actionnaires et spéculateurs de l'énergie.

● Interdire les coupures ou le rationnement pour cause de précarité.

Comme pour le logement, l'accès à l'Eau et à l'Énergie sera un droit, ne dépassant pas 3% du budget des ménages. Oui à la lutte contre les gaspillages, l'isolation des logements, l'investissement d'efficacité énergétique. Non au rationnement par l'argent pour les plus pauvres !

● Garantir pour l'électricité et le gaz, des tarifs réglementés et progressifs,

la péréquation et des modalités de calcul des coûts, prix et taxes garantissant enfin transparence et équité. Améliorer le tarif réglementé dans le cadre de la mission de service public : des tarifs progressifs de manière à pénaliser les grosses consommations, pour inciter aux investissements de maîtrise de l'énergie.

Limiter l'évolution du tarif Gaz à un maximum de 3 % selon l'évolution des coûts réels. Pour les carburants et fioul, réexaminer les modalités de taxes (TIPP et TVA), limiter les profits.

● Créer des Comités départementaux d'usagers du service public de l'Énergie,

consultés sur toutes les questions relatives à la sécurité, la qualité et l'accessibilité de l'Électricité et du Gaz, aux économies d'énergie, à la distribution des carburants et du fioul. Rénover, en les démocratisant, les instances nationales de débat et de consultation.

● Exiger un débat public sur la politique et les choix énergétiques, sans tabou

Pour lutter contre l'effet de serre et répondre aux besoins des territoires, quel « mix énergétique », comment améliorer l'efficacité énergétique et maîtriser la demande d'énergie ? Déterminer les parts et évolutions du pétrole, du gaz, du charbon, du nucléaire, des énergies renouvelables... comme les investissements nécessaires de production, de modernisation et de distribution, d'économies d'énergies, d'efficacité énergétique.

● Assurer la sécurité des personnes, des salariés, des biens et de l'environnement

avec les moyens nécessaires à l'investissement et l'entretien des installations de production et de distribution.

Faire respecter et donner de nouveaux droits aux salariés, l'intervention des CHSCT, interdire la sous-traitance des tâches à risques dans les sites nucléaires et les raffineries ! Doivent être publics, renforcés et échapper à la RGPP les effectifs et moyens de contrôle, d'expertise des installations nucléaires (ASN et IRSN), des installations industrielles chimiques et pétrolières (ICPE et INERIS), comme des navires et des véhicules transportant des hydrocarbures.

● Créer une Agence Européenne de l'Énergie pour organiser les coopérations nécessaires,

développer les services publics de l'énergie et en finir avec les dégâts de la « libre concurrence ».

Agir au plan international avec l'ONU pour permettre l'application des meilleures techniques disponibles dans un système cohérent de garanties internationales de la sûreté nucléaire, économiser les ressources, protéger la planète et la santé de tous, imposer la paix !

Faire respecter l'interdiction de prolifération des armes nucléaires, réaliser le désarmement nucléaire...

HAUSSE DES PRIX, GEL DES SALAIRES ET BAISSSE DU NIVEAU DE VIE... ÇA SUFFIT !

Les communistes ont engagé une grande campagne pour combattre les mesures d'austérité du gouvernement et promouvoir la hausse des salaires et du pouvoir d'achat.

Cette campagne est à votre disposition .

Pour signer la pétition et participer : www.pcf.fr

